



**Pouvoir d'achat,  
emplois, recherche,  
santé....**

**Des mobilisations  
de plus en plus fortes  
en France et dans les départements d'Outre-  
mer qui exigent d'autres modes de production  
de richesses et d'utilisation de l'argent.**



## Sommaire

- ✓ A propos de la réforme des lycées. Stéphane Bonnery .....page 2/3
- ✓ Soutien au Mouvement social dans les DOM .....page 4
- ✓ Retour sur la crise N°5 Denis Durand page 5/6
- ✓ Suppression de la taxe professionnelle : Jean Marc Durand page 7/8
- ✓ Non à l'O.R.T.X.S arkozy.....page 9/10

## A propos de la réforme des lycées

### Table ronde sur aux Etats Généraux des lycées organisés par le SNES, le SNEP, le SNUEP et le SNUPDEN (FSU) à Saint-Ouen

Intervention de Stéphane BONNERY (extraits)

...Il y a évidemment des similitudes et des cohérences entre les différentes réformes : lycées / LMD/ formation continue des salariés... dont le principe récurrent est de ne pas trop dépenser pour l'éducation. Mais il n'y a pas que ça.

#### Quelle est la logique d'ensemble ?

On comprend mieux la pression qui s'exerce sur l'école quand on compare en aval avec la même pression exercée par l'économie et le patronat sur les contenus de formation et les diplômes (Cereq-Bref 235, nov 2006).

De 1975 à 2005, 2 fois plus de salariés ont bénéficié d'une formation payée par l'employeur. Dans la même période, la durée moyenne des formations a été divisée par deux, et on observe une diminution presque de la moitié du pourcentage de ces formations donnant lieu à reconnaissance (diplôme etc.), donc reconnue réellement par l'employeur. La masse salariale consacrée à ces formations a baissé.

#### Ce qui est intéressant c'est le double discours !

##### • A l'entreprise

D'un côté on dit que les formations et diplômes ne valent rien, ne servent à rien (alors que les chiffres montrent le contraire), mais on accepte que les salariés aillent dans des formations sensées augmenter la compétence. En fait il s'agit d'augmenter la productivité, l'efficacité sur des points très précis, mais pas ceux permettant d'augmenter globalement le niveau de compétence du salarié (et donc du salaire) ni ce qui permet au travailleur de maîtriser mieux la portée de ce qu'il fait sur son poste de travail dans la production ou sur le service qu'il rend dans la société. Il y a une parcellisation de la compétence.

##### • Comme dans le milieu scolaire!

On retrouve la même chose au niveau scolaire, les mêmes contradictions dans la pression que le capitalisme exerce et qu'il essaie de

résoudre. Si l'objectif est d'avoir des travailleurs plus formés (qui pourront inventer des choses marchandisables) avec 50 % d'une génération niveau bac +3, il faut d'abord que ça se fasse à moindre coût et ensuite que la formation délivrée ne donne pas lieu à qualification et rémunération en conséquence sur le marché du travail. Il ne faut pas trop non plus que les étudiants sortent du cursus dotés d'un solide esprit critique. Comment atomiser le contenu des formations en savoirs parcellaires, avec parcours individualisé ? Comment faire en sorte que le référentiel de compétence ne soit pas le même d'une personne à l'autre, même en ayant suivi le même « parcours » ? La logique de l'individualisation, des parcours, des modules, etc. s'inscrit dans cette problématique.

#### Déconnecter le diplôme de la qualification !

C'est le modèle des cadres : dans l'entretien d'embauche, de gré à gré, c'est moins le diplôme que les « compétences » individuelles qui définissent le salaire, avec une mise en concurrence des individus qui permet aux employeurs de tirer vers le bas. On recherche une formation de qualité tout en mettant la pression sur le salaire. Cela peut se faire en formant par compétences. Cela s'oppose au diplôme qui permet d'avoir des revendications communes. Les compétences, forcément individuelles, mettent en concurrence.

Mais cela provoque une crise du savoir : Est-ce l'acquisition de bouts de compétences et d'informations morcelées, ou bien leur mise en cohérence, leur inscription dans une histoire de la pensée, qui fait savoirs, sens ?

...

#### Une sélection accrue:

Une réforme qui atomise le savoir, qui, en partant du constat juste de son renouvellement, ne prend pas en charge la construction chez chacun des capacités à mettre en cohérence, crée toutes les conditions de l'inégalité d'appropriation. Surtout lorsque la mise en cohérence s'appuie

sur des contenus de savoirs qui ne sont pas enseignés à tous puisqu'ils sont en « options ».

Quelque soit le niveau de scolarité, la question du choix des parcours, modules ou autre type d'individualisation pose le problème des clés pour choisir ou comprendre ce qu'il faut choisir. Or les politiques actuelles tendent à augmenter, pour mieux réussir disent-elles, le libre choix des familles, des élèves ou des étudiants. Comment vont s'en sortir ceux qui n'ont pas les clés ?

...

### Pour quel élève travaille t-on ?

... Or, d'après les statistiques de la Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), au niveau collège, donc avant le tri social de la fin de scolarité obligatoire, le parent référent, en général le plus diplômé des deux, est dans 54% des cas ouvrier, employé ou sans activité. Ce parent, parce qu'il a été privé de faire des études longues, ne pourra pas expliquer en quoi c'est passionnant de s'intéresser à la gymnastique intellectuelle derrière les équations.

Est-ce que le modèle qui pilote les programmes s'adresse à ce modèle d'élève ? Pourtant il représente la majorité !

Est-ce que ce modèle d'élève pèse dans les dispositifs pédagogiques ? Les enseignants le pressentent et se culpabilisent individuellement avec.

La réforme du lycée, comme toute réforme scolaire, doit se poser la question : pour qui on travaille ?

### Articulation entre l'individuel et le collectif.

Que ce soit dans le choix des parcours ou la conception de l'élève, l'individualisation entraîne une division du corps social et une mise en compétition. Le compromis gaulliste de la fin des années 50 tournait autour d'un double jeu, d'un côté une démocratisation d'accès au secondaire, de l'autre beaucoup de sélection en même temps. Il s'agissait d'afficher Méritocratie et Égalité des chances en ouvrant un peu l'ascenseur social au nom du renouvellement des élites tout en assurant la perrénisation des divisions sociales donc des inégalités. Ce compromis est arrivé à

son terme. Les forces de réaction veulent rediscuter la part de culture commune donnée à tous les élèves. Il faut se battre contre l'idée même d'aide, surtout individualisée, qui suppose que la difficulté vient de l'élève lui-même. On évite de se poser la question sociale qui est : comment éviter l'échec en amont ?

Comment faire en sorte que tous les élèves s'approprient ces contenus de savoirs qui ne peuvent s'apprendre qu'à l'école, que l'élève trouve dans les contenus de savoir ce qui va lui permettre de se développer en tant qu'enfant ? « A chacun son école selon ses dispositions initiales », c'est enfermer les enfants et les jeunes dans leur identité d'origine, les priver de voir l'intérêt d'autres références culturelles dont les milieux populaires ont été privés pendant des siècles. C'est alimenter le grand danger qui guette notre société, quand les jeunes, par désillusion d'avoir raté les apprentissages, pensent que la philo, les maths, l'histoire, l'économie etc. sont « des savoirs pour les riches, pour les bouffons ou pour les blancs ». Cette politique éducative divise la société... pour mieux donner le pouvoir à court terme à l'exploitation et à la domination... mais c'est dangereux pour la survie la société.

Comment enseigner des savoirs et des connaissances qui passionnent les élèves en ouvrant des portes pour comprendre le monde autrement ?

### De quelles réformes avons nous besoin ?

La dernière chose sur laquelle je propose de réfléchir c'est l'ampleur et la nature des réformes pour l'école. Les syndicats font de la résistance. C'est bien mais cela à des limites. Croire que ça pourrait changer sans que l'on propose une alternative, c'est une erreur. Il faut reprendre les grandes questions et apporter des réponses : comment veut-on former le futur homme, citoyen, travailleur, dans la société d'aujourd'hui ? Il me semble qu'il est nécessaire d'imaginer un nouveau plan Langevin Wallon. Il faut porter l'alternative sur quel homme ou quel travailleur on veut former, avec des connaissances qui dépassent les multiples tâches du poste de travail, qui évolueront au cours de la vie. Il faut une nouvelle ambition sociale.

**ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS****SOUTIEN AU MOUVEMENT SOCIAL  
DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

**Montreuil, le 18 février 2009**

*La Guadeloupe est paralysée par une grève depuis 5 semaines, la Martinique depuis 3 semaines, la mobilisation s'organise en Guyane et à la Réunion.*

**L'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains exprime tout son soutien aux luttes pour l'émancipation et toute sa solidarité aux peuples de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion qui exigent la prise en compte, au plus haut niveau de l'Etat, de leurs revendications.**

Depuis le début du conflit, le gouvernement démontre son incapacité à prendre en compte les aspirations légitimes des habitants et salariés en lutte pour l'égalité des droits et pour la hausse de leur pouvoir d'achat. En revenant sans cesse sur ses engagements, pris sans aucune concertation, il éloigne chaque jour une issue positive à la crise.

Les élus communistes et républicains dénoncent l'hypocrisie du Président de la République, qui, malgré de nombreuses apparitions et discours sur la crise économique, financière et sociale qui touche l'Hexagone, n'a pas évoqué une seule fois la situation des départements d'Outre-mer, pourtant en proie à une situation économique et sociale dramatique, et à une crise majeure, comme le démontre la très forte mobilisation des habitants.

Si la mobilisation a déjà permis quelques avancées, comme la baisse des prix du carburant et la revalorisation des allocations, le Premier Ministre et le patronat refusent toujours de prendre en compte la principale revendication des grévistes : la hausse de 200 euros sur les bas salaires. Selon François Fillon, « l'État ne saurait se substituer aux partenaires sociaux dans les responsabilités qui leur reviennent », refusant ainsi de participer au financement de la hausse des 41 000 bas salaires de l'île.

Pourtant, au-delà de l'urgence, il s'agit de redéfinir les bases d'une économie qui jusque là, a oublié les populations et les salariés de Martinique, de Guadeloupe, de Guyane, de l'île de la Réunion. Depuis 1975, le revenu moyen des habitants dépasse à peine le minimum nécessaire pour subvenir aux besoins de premières nécessités. Le taux de chômage est plus de deux fois plus élevé qu'en métropole, le coût de la vie est considérablement plus cher.

La situation des salariés, comme celle des habitants en lutte, ne relève pas uniquement des rapports entre les représentants des salariés et du patronat. Elle est le fruit d'une histoire, issue de la période de l'esclavage et des colonies. Elle s'inscrit également dans les choix qui sont faits aujourd'hui pour ces territoires.

L'Etat considère-t-il que les départements d'outre mer doivent se transformer en des lieux de consommation touristique, des enclaves ensoleillées où la population locale n'existe pas, ou bien, comme nous le pensons pour notre part, comme des territoires ayant vocation à assurer pleinement à leurs habitants les moyens de vivre décemment ?

**Au lieu d'employer la force contre les grévistes et les manifestants, l'Etat français doit donc pleinement jouer son rôle et assurer l'égalité et la continuité territoriale.**

## Retour sur une crise (N°5)

Denis Durand

**« une opportunité historique pour mener des luttes potentiellement victorieuses pour transformer radicalement le système! ».**

### La révolution informationnelle

Il y a aussi la révolution informationnelle. Il faut l'avoir présent à l'esprit si on veut comprendre à quel point la situation présente est révolutionnaire.

Sans abuser du terme, la situation est révolutionnaire par certains aspects.

Pour que le capitalisme existe, il faut un marché de l'argent, un marché des biens, un marché du travail avec des travailleurs libres qui vendent leur force de travail librement, et qui sont libres de ne pas la vendre et de mourir de faim en tant que chômeur.

Mais il y a aussi une base technologique au capitalisme. C'est ce qu'on a appelé la révolution industrielle. A partir du XVIIIe siècle on invente des techniques qui permettent à la machine de remplacer la main de l'homme et de faire des gains de productivité absolument gigantesques. C'est à la fois une élévation de la richesse pour beaucoup de monde mais surtout une évolution gigantesque des richesses d'un tout petit peu de monde. Le capitalisme repose là-dessus.

Mais aujourd'hui, ce qui est en train de se produire, c'est quelque chose d'encore différent. La machine et les systèmes automatiques plus généralement, commencent à remplacer non seulement l'action de la main de l'homme, mais remplacent aussi certaines opérations du cerveau, de l'esprit humain.

Travailler, produire, avoir une activité, c'est toujours manipuler de la matière, mais c'est de plus en plus manipuler des informations.

Cela suppose une logique économique très différente. Un bien quelconque, une montre, si je l'ai sur moi, vous ne l'avez pas. J'en suis propriétaire. Si c'est une machine-outil, c'est moi le propriétaire et je peux me transformer en capitaliste si je fais travailler des gens sur cette machine-outil.

Mais une information : c'est beaucoup plus difficile d'être propriétaire d'une information.

Si je suis propriétaire d'une information, que je la donne à quelqu'un d'autre, ce quelqu'un d'autre est autant propriétaire que moi. Et moi je suis toujours propriétaire de l'information. C'est très difficile de privatiser une information.

Ils y arrivent partiellement. Les multinationales ont des techniques pour arriver à tirer des profits de la révolution informationnelle. Mais c'est un problème potentiellement. Ça ne renverse pas automatiquement le capitalisme mais cela crée des bases nouvelles pour concevoir des relations économiques qui ne seraient plus fondées sur la propriété privée des moyens de production mais sur le partage.

Un partage des informations, des biens et un partage des coûts pour la production de cette information. C'est donc un principe complètement différent qui se rapproche beaucoup plus de ce que l'on entend dans notre tradition et dans les luttes sociales par communisme.

### Une contradiction exacerbée

Tout cela va dans le même sens. On arrive à un stade dans le système où on peut se dire qu'il y a des transformations révolutionnaires qui frappent à la porte parce que le système s'est développé jusqu'à ce degré là. Et ce système fait obstacle à ces transformations. Il y a, à la fois, une nécessité objective qui se fait sentir et sa propre dynamique avec les crises cycliques qui se répètent et qui viennent le fragiliser en ce moment même.

Ça veut dire qu'il y a une opportunité historique pour mener des luttes potentiellement victorieuses pour transformer radicalement le système.

Dans ces conditions, cela permet d'esquisser la logique d'ensemble d'une démarche politique à mener quand on est le parti communiste qui veut transformer radicalement la société, dépasser le capitalisme jusqu'à l'abolir

et construire une civilisation supérieure. Si on est dans cette situation-là où on voit la profondeur de la crise du système et des exigences de changement : crise cela veut dire que les choses ne peuvent pas continuer comme avant et on est dans une situation comme ça dans le capitalisme et alors, qu'est-ce qu'on peut faire ?

### S'attaquer aux marchés

Il faut s'attaquer au système dans ses mécanismes profonds ? C'est possible aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'on va décréter que l'on va passer du jour au lendemain du capitalisme au communisme. Cela veut dire que l'on peut, dès aujourd'hui, se battre pour des mesures précises, concrètes, qui ont des effets immédiats mais aussi, qui ont un sens très précis de remise en cause des lois fondamentales du système. Ça c'est possible. Cela veut dire qu'il faut s'attaquer aux grands marchés. Le capitalisme est une société de marchés. Il a comme caractéristique de reposer sur trois grands types de marché plus un qui est le marché mondial.

**Le marché des biens et services mondiaux.** Le système capitaliste ne vit qu'en étendant le règne des marchandises, en transformant tout en marchandises ou en essayant de le faire et ce marché-là est en crise et donc il y a besoin d'inventer des nouvelles façons de produire. La métaphore la plus parlante est celle du gâteau : les réformistes disent : « il faut changer la part du gâteau il faut que les salariés est une plus grande part du gâteau, et que les financiers aient une plus petite part ». Ces méthodes réformistes qui ont déjà été essayées ne marchent plus aujourd'hui. La social-démocratie est en difficulté. Il faut beaucoup plus que ça. Il faut un gâteau beaucoup plus gros parce qu'il y a besoin de faire vivre 9 milliards d'hommes sur la planète, sans détruire les ressources naturelles, mais surtout il faut un autre gâteau plus comestible avec une autre recette.

Concrètement d'autres critères de gestion dans les entreprises, d'autres critères de financement des banques, d'autres pouvoirs des salariés et citoyens dans la cité, etc. Ça c'est le marché des biens et services et le rôle fondamental des critères. Il s'agit de remplacer la recherche de taux de profit maximum par d'autres régulateurs économi-

ques et des travaux montrent que l'on peut faire fonctionner des entreprises avec des critères économiques qui s'opposent aux critères de profit et ça marche.

Dans les marchés il y en a un de très particulier, très différent des autres, ne serait ce que d'un point de vue éthique, c'est la force de travail, **le marché du travail**. Ce marché du travail c'est une des bases essentielles du capitalisme. Le capitalisme, c'est la contradiction capitale.

Est-ce qu'il y a des possibilités de dépasser ce marché de travail aujourd'hui ? Dire dépasser ne veut pas dire s'accommoder de lui. Mais le remplacer par quelque chose de mieux. Cette perspective-là est bien résumée par le projet de construction d'un système de sécurité d'emploi-formation. La sécurité emploi-formation telle que nous la concevons au Parti communiste, c'est : chacun a une vie professionnelle en particulier, où on alterne la formation, les phases de production, les phases où on forme les autres en leur faisant bénéficier de son expérience, les phases où on fait de l'activité politique, syndicale, culturelle, sportive, 1 000 choses qui peuvent alterner dans une vie professionnelle mais sans jamais passer par la case chômage.

Avec la révolution informationnelle, avec toute une série de transformations qui se déroulent dans la société, es possibilités concrètes de construire l'économie et la société pour rendre ceci possible commencent à apparaître à condition de se battre pour l'imposer.

Donc il y a cohérence entre ça et les nouveaux critères de gestion et il y a une cohérence avec le troisième grand marché qui est **le marché de l'argent**.

Nous sommes dans la crise financière et nous avons des propositions précises à faire. Il s'agit rien de moins que de s'attaquer à la domination des marchés financiers. Arracher le pouvoir économique et social dont disposent les détenteurs de la finance pour que ces pouvoirs soient exercés par les salariés et les citoyens et ce avec des institutions qui s'adaptent à ça.

**Prochaine lettre : les banques, le crédit sélectif, les fonds régionaux, la BCE...**

## Suppression de la taxe professionnelle : le choix du capital.

Jean Marc Durand CN PCF et membre de la commission économique.

La décision de supprimer la taxe professionnelle est une nouvelle preuve de la volonté élyséenne d'encourager l'accumulation du capital au détriment de la réponse aux besoins sociaux. Pour l'occasion la crise constitue un excellent prétexte à la liquidation d'un impôt tant décrié par le Medef.

Il faut dire que la suppression de cette taxe pour surprenante qu'elle puisse paraître ne constitue cependant pas un événement totalement iconoclaste. Le terrain était déjà passablement miné et cela ne date pas d'hier. Du plafonnement valeur ajoutée en passant par la suppression de l'élément salaire et le changement des règles de compensation jusqu'à la décision courant 2008 de ne plus retenir dans la base, les investissements nouveaux, la situation de cet impôt devenait de plus en plus précaire.

Si rayer d'un trait de plume une recette fiscale ne demande pas d'effort particulier, compenser le manque à gagner est chose beaucoup moins aisée, à moins de faire le choix de réduire proportionnellement la dépense. Et c'est bien ce genre de scénario vers lequel on semble s'orienter, sachant qu'il ne sera pas sans conséquences.

La taxe professionnelle c'est tout d'abord 29 milliards d'euros dont environ 10 milliards sont compensés par l'Etat notamment au titre du plafonnement de la valeur ajoutée. C'est aussi plus de 44% des recettes fiscales des collectivités territoriales et 27% du total de leurs recettes, recettes indirectes et dotations d'Etat comprises. La taxe professionnelle c'est encore 100% des recettes fiscales des EPCI (Communautés de communes, ou d'agglomération) ayant choisi la TPU (1).

Supprimer un tel volume de rentrées fiscales donc de recettes budgétaires des collectivités territoriales, n'est donc pas anecdotique. Rien à voir avec le montant de huit milliards annoncé par le Président

de la république lors de son intervention le 5 février, qui, à quelque chose près, représente la compensation versée par l'Etat. Il n'y avait sans doute aucune erreur ni confusion de sa part mais certainement le souci de minimiser les chiffres pour mieux faire passer la pilule.

Pas besoin d'être grand clerc en effet pour prendre la mesure de l'ampleur des répercussions d'une telle décision et de ses effets concrets sur la vie locale, son organisation et la qualité des services rendus la population. Il est possible d'en dénombrer cinq grandes catégories :

•1- **Un recul des solidarités.** De façon ostensible, le choix de la droite répond à une exigence sans cesse réaffirmée du Medef d'en finir avec cet impôt et de s'inscrire dans la poursuite du désengagement des entreprises de l'œuvre de financement collectif nécessaire au développement des capacités humaines. Ce nouveau cadeau au patronat, contrairement au discours libéral, va contribuer à aggraver les difficultés des territoires et de leur population par une nouvelle mise en cause des moyens de la solidarité et par une réduction sensible des capacités de développement de l'activité économique.

•2- **Une baisse des investissements.** Faire disparaître la taxe professionnelle c'est aussi se priver de son produit. À court terme, cela peut se révéler un très mauvais calcul pour les entreprises elles-mêmes. En ne voyant que l'allègement fiscal immédiat, elles risquent en effet de perdre beaucoup plus. Les collectivités territoriales disposant de capacités d'investissement réduites limiteront d'autant l'ouverture de chantiers et le lancement de marchés publics. Dans une période déjà difficile pour les entreprises, au moment où le mot relance est sur toutes les lèvres, y compris sur celles des représentants gouvernementaux, se priver d'une telle manne

d'investissements publics revient à se tirer une balle dans le pied. Rappelons que les collectivités territoriales réalisent 73% de l'investissement public dont les entreprises tirent bénéfice.

**3- L'encouragement à une réforme régressive de l'organisation territoriale de l'Etat.** En réduisant les rentrées fiscales, donc en modifiant profondément la structure de la fiscalité locale et de son produit, la droite se comporte en fait comme si elle voulait donner un grand coup d'accélérateur à sa réforme de l'organisation territoriale de l'Etat. D'un effet quasi immédiat, cette décision va très rapidement conduire les élus-es territoriaux placés face à des situations intenables, à se poser la question de la pertinence de certaines structures et services locaux voire, de collectivités dans leur ensemble. Pousser à devoir agir et décider dans l'urgence, certains pourraient même être amenés à devoir effectuer des choix contre nature. En ce sens, la suppression de la taxe professionnelle procède d'une logique de coup de force.

**4- Une attaque contre l'emploi public.** Pas de taxe professionnelle ce sont des services, des structures, des collectivités supprimées. Ce sont des missions publiques donc des services à la population souvent essentiels qui vont disparaître. En filigrane est la suppression de milliers d'emplois publics de fonctionnaires territoriaux. Une manière comme une autre de faire entrer la RGPP (2) et son objectif de réduction drastique de l'emploi public au sein de la fonction publique territoriale. C'est en effet un objectif majeur du gouvernement qui au fond n'a pas renoncé à satisfaire aux critères du pacte de stabilité, même si le discours a dû évoluer avec la crise mais pour courir au devant du capital financier et des grands groupes, non pour répondre aux besoins sociaux.

**5- Un coin dans la bataille idéologique.** En faisant le choix d'abattre la TP, le Président Sarkozy et son gouvernement enfoncent le clou dans la croisade qu'ils mènent pour l'allègement des charges des entreprises. Pourtant, les milliards d'exomération accordés au cours de ces dernières années, que ce soit au titre

de la taxe professionnelle, de l'impôt sur les sociétés, de l'imposition du capital et de la fortune ou des cotisations sociales, n'auront amené aucune amélioration en termes d'emplois, de salaires, de conditions de travail et de vie. Au contraire il a pu être observé une dégradation symétrique de la situation économique et sociale jusqu'à l'explosion de la crise systémique que l'on connaît. Supprimer la taxe professionnelle, c'est ouvrir encore un peu plus les vannes à la dérive financière spéculative, c'est participer à enfoncer l'ensemble de la société dans une crise économique et sociale ravageuse.

Conscient qu'il n'est pas aisé de se passer du produit d'une telle taxe, le gouvernement propose en substitution l'instauration d'une taxe écologique qui pour le coup serait baptisée taxe carbone. Or, le propre d'une taxe écologique n'est-elle pas d'inciter à modifier les comportements dans un sens plus respectueux de l'environnement ? Donc finalement à devoir assez rapidement ne plus rien rapporter. Deux choses l'une, soit la taxe carbone serait une taxe efficace et son rendement se réduirait jusqu'à devenir nul, mettant à nouveau les budgets des collectivités locales en péril, soit il s'agit d'une fausse taxe écologique. Une supercherie de plus pour organiser le transfert d'imposition des entreprises vers les ménages.

La décision présidentielle a un mérite, celui d'obliger à une réflexion sur un impôt qui depuis longtemps pose question. En précisant que la plupart des pays européens ont un impôt local sur les entreprises, le cœur du problème est d'en définir la véritable nature. Toujours entre deux eaux la taxe professionnelle devrait évoluer vers un véritable impôt sur le capital dont l'assiette reposerait sur trois éléments, par exemple : les actifs fonciers, les actifs corporels immobilisés non fonciers ainsi que les placements financiers des entreprises. Cette première approche nécessite d'être affinée et traitée dans une perspective d'ensemble de refonte de la structure de la fiscalité locale et des divers impôts qui la caractérise.

**(1) TPU : Taxe Professionnelle Unique.**

## Non à l'~~O.R.T.F~~S arkozy) !

♦ 8 janvier, 10h30. Sarkozy vient d'annoncer la suppression de la publicité dans l'audiovisuel public. C'est une déclaration de guerre.

♦ 4 février 2009, le Sénat après l'Assemblée vote définitivement la

La bataille d'idée a été difficile, car une fois de plus, Sarkozy prétendait recycler une idée de gauche : à service public, financement public. Belle idée ! Mais pleine de dangers.

Le manque à gagner avec la suppression de la publicité sera de

- ♦ 1 milliard 117 millions pour France Télévisions,
- ♦ 200 millions dès le budget 2009 après compensations,
- ♦ plus de 1000 emplois supprimés d'ici 2012 (départs en retraite non remplacés),
- ♦ de 45 millions pour Radio France ;

Autant de revenus qui alimenteront les caisses de TF1, M6, Direct 8 (la chaîne de Bolloré).

Pour RFI c'est la fin du financement de 6 émissions en langues étrangères, 206 suppressions d'emplois, la diminution de son influence dans le monde.

D'emblée, la CGT décidait de mener bataille sur le fond et de reprendre ses propositions sur le financement de l'audiovisuel public, exposées dans un Livre Blanc paru en 2005. Pour Les élus CGT, le budget doit se structurer autour de deux sources de financement : la redevance et la publicité, ou ses dérivés partenariats et parrainages. Une redevance qui doit-être portée progressivement au niveau moyen européen, soit 161 euros, parce qu'elle est la seule garantie d'un financement pérenne, affecté.

Quant aux recettes publicitaires, elles auraient pu dans un premier temps, être plafonnées à 25% du budget, une position réaliste qui permettrait au service public de ne pas dépendre d'une unique ressource, la redevance, et de limiter les risques de contraintes politiques, bien connues du temps de l'ORTF.

Dès le 9 janvier, la position de la CGT alimentait le débat. Dans le même temps, le syndicat préparait la riposte et la mobilisation à hauteur de l'agression. L'attaque portée par le Président étant globale, la création d'une intersyndicale de l'ensemble des personnels de l'audiovisuel public, France Télévisions, Radio-France, RFI, TV5 était mise sur pieds.

Tout l'enjeu étant d'empêcher l'affaiblissement d'une seule des composantes du service public risquant de fragiliser l'ensemble de l'édifice. Très vite, était lancée une journée de grève et de manifestation nationale, le 13 février. Le choix du parcours de la manifestation devait-être symbolique. L'Élysée, là d'où l'attaque avait été lancée. La mobilisation sera à la hauteur de l'enjeu. Des bus de France 3 et de France Bleu étaient affrétés dans toutes les régions, certains prendront le train, tandis qu'à Paris, au siège de France Télévisions, les assemblées générales rassemblaient des centaines de salariés. A RFI et à TV5, c'est la quasi-totalité du personnel qui venaient débattre

avec l'intersyndicale. Progressivement, l'inquiétude laissait place à la combativité.

3 février, coup de téléphone au secrétaire général du SNJ-CGT Jean-François Téaldi: «Bonjour, ici le cabinet du Président de la République, M. Soubie, conseiller social du Président souhaite vous parler ». «Bonjour, nous souhaiterions recevoir l'intersyndicale à l'Elysée, avant votre journée de grève».

Le rendez-vous est pris, mais à condition que le Président de la République accepte de rencontrer ensuite l'intersyndicale A l'Elysée, deux heures durant, l'intersyndicale fait part de sa perplexité à propos des mesures irréalistes de remplacement des ressources publicitaires annoncées par le Président (taxation des recettes des opérateurs de téléphonie mobile et taxation des recettes publicitaires des télévisions privées) et avance ses propositions. Seule arme: intensifier la mobilisation. Le 13 février, le taux de gréviste est nettement supérieur aux attentes : plus de 90% à France Télévisions, 70% à Radio France et la presque totalité des personnels à RFI et TV5, du jamais vu! Place de l'Alma, la manifestation rassemble plus de 3000 personnes, une première depuis la casse de l'ORTF en 1974.

Jean-François Téaldi signifie à la Ministre de la Culture qu'à l'aune de la mobilisation, l'intersyndicale doit être reçue par le Président Sarkozy. Dès le lendemain, avant l'intronisation de la Commission Coppé, le Président la reçoit deux heures durant. Sarkozy fait part de sa volonté de «rembourser euro par euro le manque à gagner et de doter France Télévisions d'un apport en capital ». Seul bémol : Il n'est pas d'accord sur le chiffreage. Le piège se referme.

Dans les médias, les responsables de l'UMP font preuve d'une démagogie à la limite de la mauvaise foi. Une seule solution: amplifier la mobilisation. Après chaque entrevue avec les ministres, des AG s'improvisent. Audience avec Mme Albanel. Trois réunions: les pistes envisagées par Sarkozy ne tiennent pas la route sur le plan économique. Commission Coppé : impossible de faire passer les propositions. Celles-ci sont alors transmises à tous les parlementaires, aux présidents de Conseils Régionaux et Généraux.

Une entrevue est fixée avec le Ministre de l'outre Mer, pour RFO.

Les confrères de TV5 sont en contact avec les syndicats des pays partenaires (Belgique, Suisse, Canada) par l'intermédiaire de la Fédération Européenne des Journalistes et de la Fédération Internationale des Journalistes. Aucune piste n'est négligée par l'intersyndicale dont le combat gagne progressivement le soutien de l'opinion publique.

Un sondage des Echos révèle que pour 67% des français, les revendications sont justifiées. La mobilisation, grèves et manifs se poursuivront, lors du débat parlementaire en juin, novembre et janvier. Jusqu'au vote final. Mais sans faire fléchir le Gouvernement et la Présidence. Le combat n'est pas fini.

Les négociations s'engagent désormais avec les Pdg des sociétés pour garantir les missions, l'activité, les emplois, les acquis sociaux et surtout résister aux pressions qui ne manqueront de surgir avec les nominations des Pdg de FTV, RF et de l'audiovisuel extérieur par le Sarkozy !

Ce combat doit être gagné avec les téléspectateurs et les auditeurs. Plus qu'une bataille pour les personnels concernés, le sort de l'audiovisuel public est un enjeu de société et de démocratie.